

# En 2019 Israël a détruit un nombre record de maisons palestiniennes à Jérusalem

Yumma Patel, le 25 octobre 2019



***Un Palestinien regarde la destruction de sa maison par les autorités israéliennes à Jérusalem Est le 27 janvier 2014. (Photo : Activestills)***

Israël a démoli un nombre record de maisons à Jérusalem Est Occupée en 2019, le nombre le plus important des 15 dernières années, a rapporté jeudi l'association israélienne de défense des droits B'Tselem.

Plus de 140 logements palestiniens ont été démolis, ce qui a causé le déplacement de 238 Palestiniens, dont 127 mineurs.

Parmi les logements qui ont été détruits, 39 l'ont été par les propriétaires eux mêmes, après qu'ils aient reçu d'Israël l'ordre de démolition, afin d'éviter d'encourir les frais de démolition par la municipalité.

Les démolitions de cette année ont de loin dépassé le chiffre le plus haut des démolitions qui avaient eu lieu en 2016 où 92 maisons avaient été détruites.

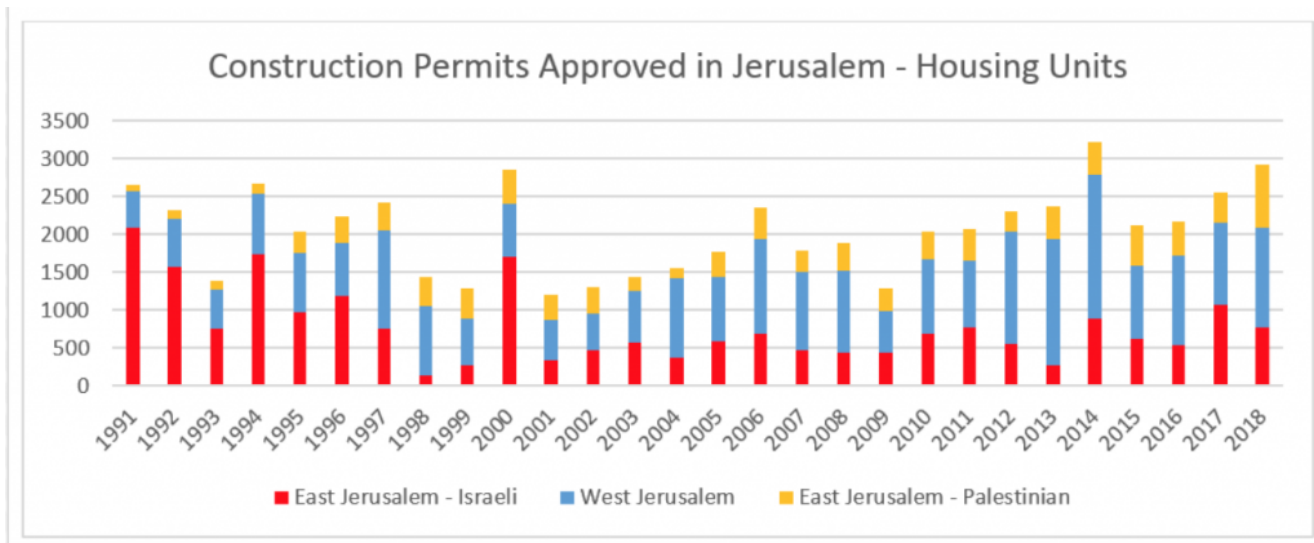
Depuis que B'Tselem a commencé à répertorier en 2004 les démolitions de maisons à Jérusalem Est, Israël a détruit un total de 949 logements, déplaçant ainsi plus de 3.000 Palestiniens.

A la suite de l'occupation de Jérusalem Est et de la Cisjordanie en 1967, Israël a illégalement annexé quelque 7.000 hectares de terre palestinienne et repoussé les frontières de la municipalité de Jérusalem sur des dizaines de quartiers palestiniens.

Il y a quelque 350.000 Palestiniens qui vivent à Jérusalem Est. Après l'occupation de la ville, on leur a donné un statut de « résidents permanents », alors que les résidents juifs de la ville jouissent de la pleine citoyenneté.

En dépit du fait que les Palestiniens représentent 40 % de la population de Jérusalem, la Municipalité israélienne de Jérusalem n'a défini que 15 % de la terre de Jérusalem Est à

l'usage des résidents.



### *Visuel : La Paix Maintenant*

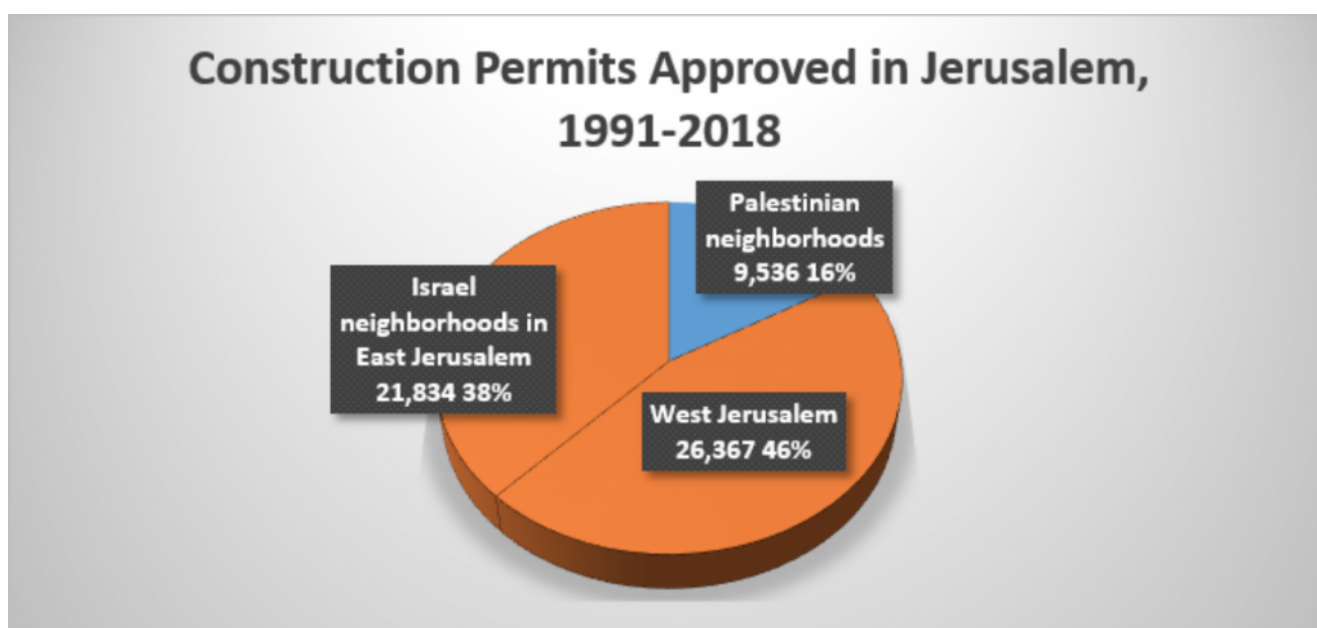
En plus des lois de zonage discriminatoires, Israël rend extrêmement difficile pour les Palestiniens l'obtention de permis de construire qui nécessite de très longs processus de demandes et coûte des dizaines de milliers de dollars – exploit impossible pour les familles palestiniennes de la ville, dont beaucoup vivent sous le seuil de pauvreté.

Selon la documentation de l'ONU, un tiers au moins de tous les logements des Palestiniens à Jérusalem Est n'ont pas eu de permis de construire délivré par les Israéliens, ce qui met plus de 100.000 Palestiniens en danger de déplacement.

En plus du régime de permis aléatoire d'Israël, les Palestiniens de Jérusalem Est se battent pour conserver leurs maisons face à la rapidité de la croissance de la colonisation israélienne dans la ville.

Avec le soutien de l'État, les organisations de colons israéliens ont pris le contrôle de dizaines de propriétés dans les quartiers palestiniens de Jérusalem Est et ont lancé de longues batailles juridiques contre des familles palestiniennes pour s'efforcer de les chasser de chez elles.

Le chien de garde de la colonisation La Paix Maintenant a publié le mois dernier des données qui montrent que sur les 57.737 unités d'habitation qui ont bénéficié d'un permis de construire à Jérusalem de 1991 à 2018, seules 16,5 % (9.536 unités) ont été autorisées à la construction dans les quartiers palestiniens.



*Visuel : La Paix Maintenant*

Par contraste, 37,8 % (21.834 unités) des demandes acceptées l'ont été dans les quartiers de colonisation israélienne à Jérusalem Est.

L'association a par ailleurs remarqué une « augmentation considérable » des constructions pour les colons à Jérusalem Est à la suite de l'élection du président américain Donald Trump, l'attribution de permis dans les quartiers de colons grimpant de 58 % en 2017-2018 par rapport aux deux années qui ont précédé son arrivée au pouvoir.

Traduction : J. Ch. Pour l'Agence Média Palestine

Source : [Mondoweiss](#)